

Une délégation de banquiers de la région Provence Alpes Côte d'Azur à Alger en novembre 2006

Finances Méditerranée a conduit une délégation de banquiers de la région Provence Alpes Côte d'Azur en Algérie du **samedi 25 au lundi 27 novembre 2006**. Elle était conduite par Alain Lemaire, Président du directoire de la Caisse d'épargne et Président délégué de Finances Méditerranée. Elle a été organisée avec le soutien de la Région Provence Alpes Côte d'Azur dans le cadre du développement de sa politique de coopération décentralisée en Méditerranée.

Composition de la délégation :

- **M. Laroussi Oueslati**, conseiller régional Provence Alpes Côte d'Azur, délégué aux affaires relevant des Nouvelles technologies de l'information et de la communication, Vice-Président de la Commission Développement Économique, Europe, Relations Internationales, Conseiller municipal de Toulon.
- **M. Alain Lemaire**, président du directoire de la Caisse d'Épargne et président délégué de Finances Méditerranée.
- **M. Jean-Claude Halb**, vice-président de Finances Méditerranée
- **M. Pierre Arias**, secrétaire général de Finances Méditerranée
- **Mme Élisabeth Bertelli**, directeur exécutif de Viveris management et responsable de la gestion d'AlterMed.
- **M. François Xavier de Fornel**, directeur général de la Banque populaire provençale et Corse
- **M. Emmanuel Barthélemy**, président de la Société marseillaise de crédit (groupe HSBC)
- **Mme Selma Bellagha**, directeur général d'ACP, Alternative capital partners (société de gestion tunisienne)
- **M. Raymond Grandjean**, trésorier de Finances Méditerranée et directeur, chargé de la coordination des projets stratégiques de la Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse.
- **M. Christian Apothéloz**, consultant.

La délégation a été reçue le **samedi 25 novembre** au Ministère des Finances à Ben Aknoun, par M. Kamel Djoudi, Ministre délégué à la réforme financière accompagné de son directeur de cabinet M. Mohamed Makhloufi.



M. Laroussi Oueslati, conseiller régional Provence Alpes Côte d'Azur a présenté la politique de coopération méditerranéenne de la région et la volonté du président Vauzelle d'appuyer les acteurs économiques dans leur démarche de coopération de terrain. Le ministre a souligné que la réforme bancaire à l'œuvre en Algérie, est un sujet « très sensible » pour le gouvernement à tel point qu'un ministre est chargé à temps plein de s'en occuper. L'Algérie a souligné le Ministre est dans une bonne dynamique économique. L'élément clef de la réforme bancaire dont les grandes lignes ont été tracées fin 2004, est d'ouvrir le marché aux investisseurs pour qu'ils apportent leur expertise et leurs réseaux. M. Kamel Djoudi a confirmé les objectifs de privatisation, de modernisation des systèmes de paiement, de développement du marché hypothécaire (avec la perspective de la construction d'un million de logements) et d'ouverture vers l'assurance. Le ministre souhaite élever le niveau de l'activité financière. *« Le financement par crédit bancaire a-t-il dit ne représente que 25 % du PIB. Nous avons besoin de plus de financement, nous avons besoin de diversifier ces financements et de multiplier les implantations bancaires. Notre volonté est qu'il y ait beaucoup de banques en Algérie et de bonnes banques.*



Nous n'avons à ce jour qu'un point de vente bancaire pour 26 000 habitants, c'est très faible, le marché est libéré, les Anglais et les Américains sont présents sur le territoire, il faut rapidement saisir les opportunités. Nous attendons de ceux qui sont candidats une stratégie pour développer le réseau d'agences, élargir l'offre de produits, la gamme des services à la clientèle. Nous offrons à cet investisseur la possibilité unique de prendre de l'avance sur les autres. Je vous invite à être présent sur le marché algérien, vous êtes dans un contexte de mouvement profond de l'économie algérienne, il faut mettre en musique la réforme, et avoir une bonne feuille de route ! ».

Réagissant aux propositions de coopération présentées par Alain Lemaire et Pierre Arias, M. Kamel Djoudi a affirmé *« qu'elles s'inscrivent dans ce que l'on souhaite faire. Il faut, a-t-il souligné, institutionnaliser ces projets. L'ensemble des banques a-t-il reconnu a des problèmes, on doit travailler sur le client, nous avons besoin de rattraper un gap énorme. »*

La délégation a été reçue à l'ambassade de France à la Mission économique française où elle a été accueillie par M. Patrick Gay, conseiller financier et adjoint au chef de la mission économique qui a dressé un tableau chiffré et argumenté de la situation économique et financière de l'Algérie, et Mme Nabila Tata, attachée juridique.



À 18 heures, la délégation de Finances Méditerranée recevait dans un salon de l'Hôtel El Djazaïr des chefs d'entreprises algérois. M. Mahrez Aït Belkacem, chef d'entreprise, ancien directeur de la Cnac (Caisse nationale d'assurance-chômage), Samir Hamouda, avocat d'affaires, M. Ahmed Tibaoui, directeur du World trade center, ancien ministre, M. Ghalib Senhadji, Capital Humain (Cabinet de conseil en ressources humaines), M. Karim Tamir, directeur général de Man Value (conseil et assistance aux entreprises RH et organisation), M. Radhia Benabderrahmane, secrétaire général du Forum des chefs d'entreprises.

Cette table ronde a permis de mieux comprendre le processus d'ouverture du marché et des réformes, de mesurer le chemin parcouru et la situation actuelle de l'économie algérienne.



Le dimanche à 9 heures, la délégation était reçue à la SIBF, la Société interbancaire de formation par M. Athmane Malek, directeur général et M. Ali Adli, directeur de l'ingénierie pédagogique. La SIBF a été créée en 1989 par les grandes banques publiques pour assurer les formations diplômantes et qualifiantes. Jusqu'en 1986 les formations diplômantes ont été conduites en partenariat avec le CFPB. Le partenariat avec le CFPB a repris dans le cadre du programme Meda depuis le 4 mai 2005 avec l'ITB, l'Institut technique de banque. Une promotion pilote de 40 étudiants a produit 25 diplômés de l'ITB.

La SIBF a développé les formations qualifiantes depuis 10 ans. En 2005, la SIBF a accueilli 3000 personnes en formation diplômantes et 6000 en formation qualifiante avec un corps enseignant de 200 personnes.

« *"Nous avons la volonté de nous ouvrir"* », a souligné son directeur, **M. Athmane Malek**. « *Nous sommes intéressés par l'échange d'experts, nous avons des besoins en gestion, en marketing, contrôle de gestion, audit. La venue d'experts pour développer ces thématiques a-t-il souligné est fondamentale.* » **M. Ali Adli** a affirmé, « *le conseil d'administration de la SIBF réunit tous les DRH de banque du pays, c'est une force de proposition et un interlocuteur pertinent. Le contrôle interne et l'audit sont les premiers thèmes sur lesquels nous devrions nous mobiliser.* »



La délégation s'est ensuite rendue en cœur de ville, rue Boulevard Colonel Amirouche, au siège de la Badr, la Banque de l'agriculture et du développement rural. M. Boualem Djebbar, président-directeur général, l'a reçue au siège de la banque où un échange direct et concret s'est établi avec les banquiers français. La Badr compte 6000 salariés pour 291 agences. Elle oriente son activité vers l'agriculture, la pêche, l'agroalimentaire et le développement rural, avec l'amont et l'aval de l'agriculture y compris la mécanique avec le machisme agricole. Le PDG a fait état de ses préoccupations : « Comment développer l'instinct commercial chez nos responsables de réseaux ? Comment considérer l'agence comme une petite entreprise à manager ? »



Vers 13 heures, la délégation a été accueillie au siège Natexis Algérie par son directeur général, M. Hocine Mouffok et son secrétaire général M. Chabane Kherzi. Les banquiers phocéens ont pu appréhender la démarche d'implantation de Natexis en Algérie, son action, son marché et ses potentialités de développement.



À 15 heures 30, l'ABEF, l'Association algérienne des banques et établissements financiers avait réuni une quinzaine de hauts responsables de banques de la place avec qui un dialogue riche et direct s'est engagé :

- **M. Ferroudja Aïtyakoub**, SGA Société générale Algérie, Formation DRH
- **M. Boualem Ibrouchene**, SGA Société générale Algérie, Superviseur étranger
- **M. Farid Bendamardji**, SGA Société générale Algérie, Formation DRH
- **Mme Kamila Mezani**, SATIM, DRHJ
- **Mme Bouldjenet Fatima**, SATIM, sous-directrice finance et comptabilité
- **Messara H.**, BADR, DRRH
- **Mme Rosa Azzoug**, BNA, DF
- **M. Othmani**, Banque AL BARAKA, Directeur Adjoint (DAI)

- **M. Aliane Mehdi**, CPA, Direction réseau cadre
- **M. Makhoul Mustapha**, BEA Banque extérieure d'Algérie, Direction relations internationales
- **Mme Zitouni Malika**, CPA Crédit populaire d'Algérie, Chef de la Division affaires internationales
- **M. Si Amer Ibrahim**, BNA Banque nationale d'Algérie, Directeur international
- **M. D. Al Habib**, Citibank, DGA
- **Mme Daoudi Ratiba**, Banque Al Baraka d'Algérie, sous-directrice centrale formation.

MM. Rachid Hariti, cadre d'études auprès de l'ABEFM et Houhou Nourdine, consultant juridique auprès de l'ABEF ont rappelé que l'Abef a été créée par la loi de 1990, modifiée en 2003, qui lui donne une mission d'information et de représentation du monde bancaire. L'Abef fonctionne avec cinq commissions et deux comités techniques l'un sur l'éthique, l'autre sur l'arbitrage. Les participants ont manifesté leur intérêt pour les sujets suivants :

- Échange d'expérience sur le contrôle et l'audit
- L'évaluation des compétences
- La diversification des modalités de formation et l'e-learning,
- La question de la responsabilité du banquier
- Les nouveaux métiers de la banque et la mise en place de référentiels de formation métier.
- La nouvelle culture du travail.
- Le système de rémunération du personnel et sa motivation.
- Formation aux métiers et aux comportements : négociation et vente.
- Échanges en matière de management stratégique.
- Les besoins de la clientèle, le marketing, et les services adaptés.
- La fidélisation de la clientèle.
- La prospection et ses outils.

Une responsable de banque, directeur de formation a souligné : « *Nous devons faire beaucoup en peu de temps. Nous devons, y compris, revoir l'agence bancaire. Dans une agence, il y a de la place pour tout le monde sauf pour le client ! Est-ce que nos agences sont organisées pour vendre ?* »



À la fin de cette réunion de travail, **M. Abderramane Benkhalfa**, Secrétaire général de l'ABEF est venu saluer la délégation et apporter son appui chaleureux aux démarches de coopération engagées.

À 18 heures 30, Finances Méditerranée recevait à l'Hôtel El Djazaïr, **M. Abdelghani Mebarek**, directeur général de l'Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes), qui a dressé un tableau de la création d'entreprise en Algérie : plus de 80 000 créateurs accompagnés, avec un dispositif de crédit, de financement et de suivi et la création de pépinières d'entreprises dans plusieurs wilayas. **Pierre Arias** a réuni à cette occasion les juristes des banques algérienne membre du Club Jurismed **M. Mustapha Rachedi**, directeur central des études juridiques de la réglementation et du contentieux, Cnep Banque, **Mme Imen Bachetarzi**, CNEP Banque, **M.Omar Chebboub** Crédit Populaire d'Algérie, **Mme Nadia Hachach**, Banque extérieure d'Algérie, **Mme Malika Hammouche**, Banque du développement, **M. Nassert Hideur**, Banque Al Baraka.

Une rencontre conviviale qui a permis de dégager les prochains thèmes de travail du club et d'ébaucher la création du club des auditeurs et inspecteurs de banques "Auditmed".



Le lundi matin à 9 heures, la délégation était reçue à la Banque Al Baraka, une banque islamique. Elle a été accueillie par son directeur général, M. Mohamed Seddik Hafid avec tout son staff (M. Abderrahmane Boukassem, directeur général adjoint, M. Badreddine Benflici, directeur général adjoint, M. Hannachi Houcine, directeur général adjoint, M. Mohamed Benhadj Djilali, directeur des affaires internationales et M. Kireche Ahmed, cadre dirigeant). Les dirigeants algériens ont présenté les fondamentaux du crédit islamique conforme aux règles de la charia : crédit in fine, leasing, capital-risque... La banque Al Baraka a été créée en 1990 et elle est opérationnelle depuis 1993. Elle est filiale ; du groupe de Bahreïn ABG au capital d'un milliard et demi de \$ et de la Badr à 43 %. Elle compte 17 agences, une trentaine est prévue en trois ans. Elle enregistre 420 millions de dollars de dépôts et 410 millions de \$ d'emplois. La banque a financé 50 000 véhicules et ouvre en 2007, depuis 3 mois, le crédit immobilier.



Christian Apothéloz a eu après le départ de la délégation une rencontre avec M. Denis Cassat le directeur de l'AFD, l'Agence française de développement à Alger à qui il a présenté les résultats de la mission et l'attente des partenaires algériens. Christian Apothéloz a aussi eu un échange avec M. Ahmed Tibaoui directeur du World trade center sur le projet de GDLN à Alger. Il est intéressé à ce que sa

structure reçoive cet équipement et le gère pour le compte de la Banque mondiale selon des modalités à définir.

Pierre Arias, secrétaire général a pu participer le 30 novembre à Oran, à l'invitation de M.Benkhalifa, Délégué général de l'Abef, au séminaire des directeurs régionaux et des agences des banques de l'Ouest algérien sur le développement des banques. Le sujet du séminaire était la présentation d'une étude sur les stratégies de développement managérial et commercial des banques algériennes, étude réalisée par une équipe d'experts européens pour l'unité de gestion UGP/MEDA en collaboration avec les banques algériennes à grand réseau et l'Abef. L'objectif était de "présenter et partager un référentiel de bonnes pratiques permettant aux banques algériennes de progresser dans la voie de la mise en œuvre d'une banque commerciale efficace" et pour citer M.Benkhalifa "de placer l'Agence au cœur des efforts d'amélioration des services bancaires".

Cette mission a permis aux banquiers français de mieux appréhender le marché et le système bancaire algériens afin d'accompagner les PME de notre région en Algérie. Elle a aussi fait progresser les actions de coopération portées par Finances Méditerranée dans le domaine de la formation bancaire, de l'échange de bonnes pratiques et de la gestion des établissements bancaires. Un programme basé sur les clubs professionnels, la bourse de stages et l'échange d'experts devrait permettre de concrétiser ces projets.